

j'ai redécouvert, ici, à votre contact, tout ce qu'avait d'ancien, de profond, de solide, le lien entre le Mexique et la France.

Nous avons en commun une histoire fort longue, parfois un petit peu agitée, mais qui finalement n'a pas laissé entre nous de trop mauvais souvenirs.

Tout à l'heure, le Président d'une association patriotique française me disait même que c'est vraisemblablement le seul endroit au monde, ici au Mexique, et plus précisément à Calderon, où les deux parties au combat célèbrent ensemble le souvenir d'une grande bataille, vainqueurs et vaincus associés.

Ce lien historique qui existe entre nous est surtout un lien pour l'avenir car nous ne sommes pas là pour évoquer les souvenirs du passé. Nous sommes là pour nous projeter sur les années qui viennent. Je crois que le Mexique nouveau, qui a subi depuis une dizaine d'années une telle mutation, et la France, et avec la France l'Union européenne, ont beaucoup de choses à faire ensemble.

C'était l'essentiel du message que je suis venu apporter. Essayons, au-delà des accords qui nous lient déjà, de conclure un nouveau partenariat entre l'Union européenne, et en son sein la France, et le Mexique.

Communauté française au Mexique

Je dois aussi m'adresser aux Français du Mexique plus particulièrement, car ils sont nombreux aujourd'hui. Il y a ceux qui sont installés depuis déjà des générations ici et qui portent souvent le nom de "Barcelonette". J'ai eu l'occasion d'en rencontrer quelques uns ce matin. Et la fidélité des liens qu'ils gardent à la mère patrie tout en étant complètement intégrés ici dans leur nouveau pays est, on peut le dire, exemplaire. Et puis il y a ceux qui sont venus depuis, chefs d'entreprise, cadres, fonctionnaires, enseignants, et leurs familles.

Ils sont ici le visage de la France. Je sais qu'ils rencontrent, bien sûr, comme tous les expatriés, un certain nombre de difficultés. Mais je sais aussi qu'ils font leur travail avec un enthousiasme qui contribue de manière décisive à la solidité des liens entre nos deux pays et je voudrais, au nom du gouvernement français, leur en exprimer toute notre reconnaissance.

Il faut dire qu'ils ont de la chance car ils ont depuis des années de très bons ambassadeurs de France pour travailler avec eux, notamment l'actuel, M. Paul Dijoud, qui a magnifiquement organisé mon voyage et je tenais à le dire publiquement.

France - Mexique

Hier soir, en sortant de la mairie de Mexico où j'ai rencontré le maire, chargé de la gestion de cette énorme ville, j'ai marché quelques instants sur la place du Zocalo. Et pour moi dont la famille politique en France est, vous le savez peut-être, la famille gaulliste, ces moments étaient des moments d'émotion puisque l'on me montrait du doigt la fenêtre de laquelle le Général de Gaulle, il y a trente ans, avait su trouver les mots pour toucher au cœur le peuple mexicain présent devant lui.

Comme je suis moins doué que le Général de Gaulle pour les langues étrangères, - et pour beaucoup d'au-

tres choses d'ailleurs! - je ne me risquerai pas à m'adresser à vous en espagnol, mais en français. Et j'espère que ces mots seront compris de tous. Je voudrais vous dire du fond du cœur merci, pour l'accueil qui m'a été réservé et surtout pour demain. Vive l'amitié entre la France et le Mexique!

PARIS, 28 JANVIER 1994

Cinquantenaire de la Conférence de Brazzaville - Allocution du ministre de la Coopération, M. Michel Roussin

Monsieur le Premier Ministre Yhombi Opango,

Monsieur le Premier Ministre,

Messieurs les Ministres,

Mesdames,

Messieurs,

Chers amis,

France - Afrique - coopération et partenariat

1994 nous donne l'occasion de commémorer des événements majeurs de notre histoire : la Conférence de Brazzaville est le premier d'entre eux. Viendront ensuite le Débarquement en Normandie, le Débarquement en Provence et la Libération de Paris. Cette séquence n'est pas indifférente. Elle nous rappelle qu'il y a cinquante ans, l'homme qui avait en charge le destin de la France considéra comme une tâche urgente d'insuffler un élan sans précédent aux relations entre la France et l'Afrique. Après plusieurs siècles d'histoire commune, le temps était venu non pas simplement de rebâtir à l'identique un empire mais d'offrir aux populations africaines l'occasion d'un nouveau départ. C'est ce qui fait l'intérêt et l'actualité de cet anniversaire qui nous réunit aujourd'hui.

Vos débats de ce matin ont permis de mieux cerner ce que furent les enjeux de la Conférence africaine française de Brazzaville. Je tiens à remercier de leur participation active MM. Jean Foyer, Charles-Robert Ageron, François Bedarida et Paul-Marie de la Gorce. Je salue également la contribution essentielle de la Fondation Charles de Gaulle à l'inauguration et au succès de cette manifestation.

Ce que nous commémorons aujourd'hui, c'est un événement, un homme, un message.

L'événement c'est celui qui rassembla autour du Chef de la France Libre des gouverneurs et des représentants de l'Assemblée consultative provisoire pour contribuer à la fois à la restauration de la grandeur française et à l'émancipation des peuples africains.

L'homme, c'est celui qui après quatre années d'épreuves aperçoit les défis nouveaux que la France devra affronter au sortir de la guerre et dont l'horizon ne se limite pas aux frontières de la métropole encore occupée mais se porte naturellement vers ce qu'on nomme l'outre-mer.

Le message, c'est celui de l'émancipation des peuples africains, idée neuve, qui conduira quinze ans plus

tard aux indépendances dans la coopération avec la France, coopération qui par la suite ne devait jamais se relâcher.

A Brazzaville, la France rompt avec une conception dépassée de la politique coloniale et s'engage résolument dans la voie de relations nouvelles avec l'Afrique. Ce faisant, elle exprime une double volonté, réformer et préserver. Réformer ce que l'histoire et l'économie ont rendu obsolètes, le Pacte colonial, un système politique et administratif dépassé. Préserver, car le fondateur de la Vème République a pu, dans les épreuves de la guerre, mesurer combien l'Afrique nous est proche et nécessaire.

A Brazzaville, des orientations pour le développement de l'Afrique sont définies, orientations que la coopération française reprendra plus tard à son compte : éducation, santé, développement social, et qui sont aujourd'hui plus que jamais d'actualité.

A Brazzaville, enfin ce sont les hommes d'Afrique qui se trouvent placés au centre des préoccupations. Ce que le Général De Gaulle résume ainsi "aucun progrès qui soit un progrès si les hommes sur leur terre natale n'en profitaient pas moralement et matériellement".

Que reste-t-il cinquante ans plus tard de ce message ?

Certes, le contexte politique a changé depuis la Conférence de Brazzaville.

Certes, la situation difficile que connaît le Congo a fait que nous ne pouvions, comme nous l'aurions souhaité, être présents à Brazzaville aujourd'hui même pour célébrer cet événement. Je forme, l'espoir que nous pourrions nous y rendre bientôt. Cet espoir, je le partage avec le Président Lissouba avec lequel je viens de m'entretenir au téléphone et qui est très attentif à la commémoration de ce jour. Chacun mesure la signification d'une telle réunion, en terre africaine, dans la ville de Brazza, du sergent Malamine et du Général de Gaulle.

Mais la Conférence africaine française demeure pour nous une source d'inspiration, et à plus d'un titre. Elle nous rappelle que pour préserver l'essentiel - cette relation unique qui existe entre la France et l'Afrique - il faut savoir évoluer et privilégier ainsi le long terme sur l'immédiat. Une relation durable ne se construit pas sur l'immobilisme des structures et des politiques mais se trouve confortée par les adaptations nécessaires, décidées en temps opportun et accompagnée des mesures de soutien nécessaires. L'actualité de ce débat n'échappe, je crois, à personne.

Les grands principes affirmés à Brazzaville ont, depuis cette date, continué à inspirer la politique de la France. Si le contexte est différent, notre ambition demeure. Sur les fondations que nous ont léguées l'histoire, la culture et l'économie, il s'agit de bâtir avec l'Afrique des relations nouvelles, reposant sur la confiance, la rigueur et le partenariat. La confiance, aujourd'hui comme il y a cinquante ans, nous permet de maintenir des moyens financiers et humains sans équivalent ailleurs. La rigueur nous commande de poursuivre la modernisation de nos instruments de coopération et de refuser les facilités longtemps admises d'une gestion au jour le jour. Le partenariat nous commande d'accom-

pagner nos amis africains qui ont pris en main leur destin.

Ainsi l'oeuvre entreprise il y a cinquante ans se poursuit-elle alors que les hommes ont changé. Ce qui nous anime aujourd'hui encore, pour reprendre les termes du Général de Gaulle à l'ouverture de la conférence, c'est "une volonté ardente et pratique de renouveau". Cette volonté est la nôtre. Elle est à la mesure de la France : elle implique une politique forte et généreuse, comme le fut en son temps celle que mena le Général de Gaulle. Elle est également nécessaire pour l'Afrique, pour que le redressement amorcé se poursuive et qu'elle retrouve ainsi les chemins de l'espoir.

VIENNE, 28 JANVIER 1994

Forum France-Autriche - Interview accordée à la presse par le ministre délégué aux Affaires européennes, M. Alain Lamassoure

Elargissement de l'Union européenne

Q - Monsieur le Ministre, les délais de négociation pourront-ils être maintenus ?

R - Nous travaillons dans cet esprit. C'est comme les négociations du GATT : c'est au dernier moment que l'on règle les problèmes les plus importants. Alors on a choisi, pour créer un bon climat, de commencer par les problèmes les plus faciles. On en a réglé à peu près la moitié puisqu'il y avait 29 sujets à l'ordre du jour, et qu'il y en a 16 pour l'Autriche qui ont été clos en décembre, dont un sujet important qui faisait difficulté et qui est l'intégration de ces pays à la politique étrangère et de sécurité commune. En effet, trois parmi eux ont des statuts de neutralité, d'ailleurs différents. Ils ont accepté un texte dans lequel ils s'engagent notamment à adapter leur législation nationale, y compris leur Constitution, aux nécessités de la politique étrangère et de sécurité commune. Il reste maintenant à traiter des sujets délicats pour certains pays qui sont les problèmes de l'agriculture ; dans tous ces pays, il y a une agriculture assez protégée et nous souhaitons naturellement qu'ils appliquent le plus vite possible la politique agricole commune. Il y a des problèmes de zones défavorisées, soit du fait de l'altitude, c'est le cas de l'Autriche ; soit du fait de la latitude, c'est le problème des régions arctiques pour les trois pays scandinaves. Il y a un problème particulier à l'Autriche qui est le transit routier. Et puis il y a les problèmes budgétaires, la Suède faisant notamment valoir que l'application des règles budgétaires de la Communauté devrait la conduire à apporter un financement important au budget communautaire, et souhaitant, semble-t-il, des délais avant l'application pleine du régime financier. Un autre sujet très important est la pêche pour la Norvège ; c'est peut-être le sujet le plus délicat, la Norvège souhaitant maintenir son régime national au lieu d'appliquer la logique communautaire. Nous n'avons pas de raison de penser pour le moment que le calendrier ne sera pas tenu et nous travaillons dans l'idée qu'un accord politique interviendra fin février. Vous avez vu que la Présidence grecque a prévu pratiquement une semaine de marathon afin